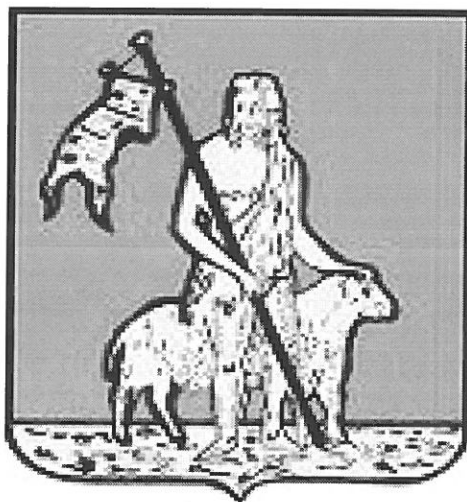


**COMMUNE DE MOLENBEEK-SAINT-JEAN**

**GEMEENTE SINT-JANS-MOLENBEEK.**



**PROTOCOLE D'ACCORD EN MATIERE DE  
SANCTIONS ADMINISTRATIVES COMMUNALES EN  
CAS D'INFRACTIONS MIXTES – ANNEXE AU  
REGLEMENT GENERAL DE POLICE.**

**PROTOCOLEAKKOORD ROND GEMEENTELIJKE  
ADMINISTRATIEVE SANCTIES BIJ GEMENGDE  
INBREUKEN  
ALGEMEEN POLITIEREGLEMENT – BIJLAGE VAN  
HET ALGEMEEN POLITIEREGLEMENT.**

**CONSEIL COMMUNAL DU 4 JUIN 2014**

**GEMEENTERAAD VAN 4 JUNI 2014.**



**PROTOCOLE D'ACCORD**  
**RELATIF AUX SANCTIONS ADMINISTRATIVES COMMUNALES EN CAS**  
**D'INFRACTIONS MIXTES**

**ENTRE :**

La commune de Koekelberg représentée par son Collège des Bourgmestre et Echevins/collège communal, au nom duquel agissent Monsieur Philippe Pivin, Bourgmestre, et Monsieur Dave Degrendele, Secrétaire communal en exécution d'une décision du Conseil Communal du

**ET**

La commune de Berchem-Sainte-Agathe représentée par son Collège des Bourgmestre et Echevins/collège communal, au nom duquel agissent Monsieur Joël Riguelle, Bourgmestre, et Monsieur Philippe Rossignol, Secrétaire communal en exécution d'une décision du Conseil Communal du

**ET**

La commune de Molenbeek-Saint-Jean représentée par son Collège des Bourgmestre et Echevins/collège communal, au nom duquel agissent Madame Françoise Schepmans, Bourgmestre, et Madame Carine Van Campenhout, Secrétaire communal f.f. en exécution d'une décision du Conseil Communal du 4 juin 2014.

**ET**

La commune de Ganshoren représentée par son Collège des Bourgmestre et Echevins/collège communal, au nom duquel agissent Monsieur Hervé Gillard, Bourgmestre, et Madame Nathalie Peltyn, Secrétaire communal en exécution d'une décision du Conseil Communal du

**ET**

La commune de Jette représentée par son Collège des Bourgmestre et Echevins/collège communal, au nom duquel agissent Monsieur Hervé Doyen, Bourgmestre, et Monsieur Paul-Marie Empain, Secrétaire communal en exécution d'une décision du Conseil Communal du

**ET**

Le procureur du Roi de l'arrondissement judiciaire de Bruxelles, représenté par  
Monsieur Le Procureur du Roi Jean-Marc Meilleur ;

**IL EST CONVENU CE QUI SUIT :**

**A. Cadre légal**

1. La loi du 24 juin 2013 relative aux sanctions administratives communales (M.B. 1<sup>er</sup> juillet 2013), ci-après dénommée "loi SAC", dispose dans son article 3, 1<sup>o</sup> et 2<sup>o</sup>, que le conseil communal peut prévoir dans ses règlements ou ordonnances une sanction administrative pour les infractions suivantes au Code pénal :

- Article 398
- Article 448
- Article 521, 3<sup>ème</sup> alinéa
- Article 461
- Article 463
- Article 526
- Article 534bis
- Article 534ter
- Article 537
- Article 545
- Article 559; 1<sup>o</sup>
- Article 561, 1<sup>o</sup>
- Article 563, 2<sup>o</sup>
- Article 563, 3<sup>o</sup>
- Article 563bis

Pour les infractions ci-dessus, un protocole d'accord peut être conclu entre le procureur du Roi compétent et le collège des Bourgmestre et Echevins concernant les infractions mixtes. Ce protocole respecte l'ensemble des dispositions légales concernant notamment les procédures prévues pour les contrevenants et ne peut déroger aux droits de ceux-ci.

## Infractions mixtes

### Article 1. – échange d'informations

- a. Toutes les parties s'engagent à collaborer et à s'informer dans les limites de leurs compétences et garantissent la confidentialité de ces échanges.

A cet effet, le Procureur du Roi désigne un ou plusieurs magistrats de son arrondissement, ci-après dénommé les "magistrat de référence SAC". Les magistrats de référence pourront être contactés par les villes/communes liées par le présent accord en cas de difficultés concernant l'application de la loi ou le présent accord ou pour obtenir des informations sur les suites réservées à certains procès-verbaux.

- b. Les coordonnées des magistrats de référence, et des personnes de référence au sein des communes **sont échangées entre les différents partenaires**. La correspondance et/ou les échanges téléphoniques et/ou les courriers électroniques relatifs aux sanctions administratives leur seront adressés.
- c. Les parties s'engagent à signaler sans délai toute modification des coordonnées des personnes citées ci-dessus.

### Article 2. – Traitement des infractions mixtes

**Préambule : Conformément à la circulaire du Collège des Procureurs généraux (Col01/2006 révisé au 30/01/2014), Cette convention ne concerne que les majeurs sachant que l'original du procès-verbal concernant un mineur est toujours envoyé à la section « famille-jeunesse » du Parquet de son lieu de domicile, de celui de son tuteur ou de celui de la personne qui en a la garde, et est traité exclusivement par le Parquet.**

#### *1. Options quant aux traitements des infractions mixtes*

Le Procureur du Roi s'engage à ne pas entamer de poursuites pour les infractions mixtes ci-après énumérées et les communes concernées s'engagent à traiter les infractions dûment constatées :

**Indice de prévention 52. ART CP : 448** Injures.

**Indice de préventions 50 ART CP 526,534bis, 534ter, 537, 545, 559, 1°, 563, 2°**  
Dégradations sur des biens mobiliers et immobiliers sauf sur véhicule.

**Indice de préventions 12 ART CP 461 et 463** Vol à l'étalage pour un préjudice d'un montant inférieur à 250 euros commis par un auteur identifié ou identifiable (ex : au moyen d'images vidéos, d'une immatriculation, ...) sauf ceux commis par une personne en séjour illégal (indice de prévention 55).

**Indice de préventions 92 ART CP 561,1°** Tapage nocturne.

**Indice de préventions 92 ART CP 563,3°** Voies de faits et violences légères.

**Indice de préventions 98 ART CP 563 bis°** Visage non identifiable dans l'espace public.

Le Procureur du Roi s'engage à apporter une suite (selon les modalités de sa politique de poursuites) aux infractions mixtes ci-après énumérées. Aucune copie du procès-verbal n'est transmise au Fonctionnaire sanctionnateur :

**Indice de prévention 43. ART CP : 398** Coups et blessures volontaires.

**Indice de prévention 92. ART CP : 521** Dégradations de véhicule.

**Indice de prévention 50 ART CP 534ter°** Dégradations de véhicule.

**Indices de préventions 12 et 18 ART CP 461 et 463** Vol simple, vol à l'étalage pour un préjudice d'un montant supérieur à 250 euros, vol à l'étalage pour un préjudice d'un montant inférieur à 250 euros commis par une personne en séjour illégal (indice de prévention 55).

## **II. Modalités particulières**

1. Si les faits visés dans le présent protocole sont liés à d'autres faits ou phénomènes (violence-intrafamiliale) qui n'entrent pas en ligne de compte pour les sanctions administratives ou ont débouché sur une privation de liberté, l'application de la procédure des sanctions administratives est exclue. Il en est de même en ce qui concerne la qualité du suspect lorsqu'il est connu en « bande urbaine ».
2. Au cas où le fonctionnaire sanctionnateur compétent constate, en appliquant la procédure visant à infliger une amende administrative communale, que le suspect s'est manifestement encore rendu coupable d'autres délits, il dénoncera les faits, par application de l'article 29 du Code d'instruction criminelle, au magistrat de référence SAC.

3. Compte tenu de la nature des faits dénoncés, le magistrat de référence SAC décidera s'il s'engage à apporter une suite pour l'ensemble des faits y compris celui ou ceux pour lesquels la procédure administrative était engagée. Il en informera, dans un délai de 2 mois de la dénonciation, le fonctionnaire sanctionnateur, lequel clôturera la procédure administrative. Sans décision du Procureur du Roi, le fonctionnaire sanctionnateur n'a plus la possibilité d'infliger une amende administrative.
4. Au cas où il s'agit de constatations au sujet d'un suspect inconnu, il ne sera pas transmis de copie du procès-verbal au Fonctionnaire sanctionnateur. Si le suspect initialement inconnu est identifié par la suite, le Procureur du Roi peut décider de ne pas engager de poursuites et transférer l'affaire au fonctionnaire sanctionnateur compétent.

### **Article 3**

La présente convention est conclue sous la condition résolutoire de la suspension et/ou de l'annulation par l'autorité de tutelle dont dépend la Ville de la délibération du Conseil communal ratifiant la présente convention.

### **Article 4**

Les différents partenaires se réuniront au moins une fois par an afin d'évaluer la situation et de faire le point sur les différentes procédures mises en place.

Fait à Molenbeek-Saint-Jean, le 29 septembre 2014, en autant d'exemplaires qu'il y a de parties.

**Pour la commune de Molenbeek-Saint-Jean,**

La Bourgmestre,

Françoise SCHEPMANS

Le Secrétaire communal f.f,

Carine VAN CAMPENHOUT

**Pour le Parquet du procureur du Roi de Bruxelles**

Le Procureur du Roi,

Jean-Marc MEILLEUR





**PROTOCOLAKKOORD**  
**BETREFFENDE DE GEMEENTELIJKE ADMINISTRATIEVE SANCTIES BIJ**  
**GEMENGDE INBREUKEN**

**TUSSEN:**

De gemeente Koekelberg vertegenwoordigd door het College van Burgemeester en Schepenen/het gemeentecollege in wiens naam de heer Philippe Pivin, burgemeester, en de heer Dave Degrendele, gemeentesecretaris, handelen ter uitvoering van een beslissing van de Gemeenteraad van .....

**EN**

De gemeente Sint-Agatha-Berchem vertegenwoordigd door het College van Burgemeester en Schepenen/het gemeentecollege in wiens naam de heer Joël Riguelle, burgemeester, en de heer Philippe Rossignol, gemeentesecretaris, handelen ter uitvoering van een beslissing van de Gemeenteraad van .....

**EN**

De gemeente Sint-Jans-Molenbeek vertegenwoordigd door het College van Burgemeester en Schepenen/het gemeentecollege in wiens naam mevrouw Françoise Schepmans, burgemeester, en mevrouw Carine Van Campenhout, wvd. Gemeentesecretaris, handelen ter uitvoering van een beslissing van de Gemeenteraad van 4 juni 2014.

**EN**

De gemeente Ganshoren vertegenwoordigd door het College van Burgemeester en Schepenen/het gemeentecollege in wiens naam de heer Hervé Gillard, burgemeester, en mevrouw Nathalie Peltyn, gemeentesecretaris, handelen ter uitvoering van een beslissing van de Gemeenteraad van .....

**EN**

De gemeente Jette vertegenwoordigd door het College van Burgemeester en Schepenen/het gemeentecollege in wiens naam de heer Hervé Doyen, burgemeester, en de heer Paul-Marie Empain, gemeentesecretaris, handelen ter uitvoering van een beslissing van de Gemeenteraad van .....

**EN**

De Procureur des Konings van het gerechtelijk arrondissement Brussel,  
vertegenwoordigd door de heer Procureur des Konings Jean-Marc Meilleur;

**WORDT OVEREENGEKOMEN WAT VOLGT:**

**A. Wettelijk kader**

1. De wet van 24 juni 2013 betreffende de gemeentelijke administratieve sancties (B.S. van 1 juli 2013), hierna de "GAS-wet" genoemd, bepaalt in artikel 3, 1° en 2° dat de gemeenteraad in zijn reglementen of verordeningen kan voorzien in een administratieve sanctie voor volgende inbreuken op het Strafwetboek:

- Artikel 398
- Artikel 448
- Artikel 521, derde lid
- Artikel 461
- Artikel 463
- Artikel 526
- Artikel 534bis
- Artikel 534ter
- Artikel 537
- Artikel 545
- Artikel 559; 1°
- Artikel 561, 1°
- Artikel 563, 2°
- Artikel 563, 3°
- Artikel 563bis

Voor de bovenvermelde inbreuken kan een protocolakkoord worden afgesloten tussen de bevoegde procureur des Konings en het College van Burgemeester en Schepenen betreffende de gemengde inbreuken. Dit protocol respecteert alle wettelijke bepalingen betreffende inzonderheid de voorziene procedures voor de overtreders en mag hier niet van afwijken.

## Gemengde inbreuken

### Artikel 1. - Uitwisseling van informatie

- a. Alle partijen verbinden zich ertoe samen te werken en elkaar te informeren binnen de grenzen van hun bevoegdheden en staan garant voor de vertrouwelijkheid van deze uitwisseling

De procureur des Konings duidt daartoe één of meer magistraten van zijn arrondissement aan, hierna de "referentiemagistraten GAS" genoemd. De referentiemagistraten kunnen door de door dit akkoord gebonden steden/gemeenten gecontacteerd worden in geval van moeilijkheden bij het toepassen van de wet of onderhavig protocol of om informatie te verkrijgen over het gevolg gegeven aan bepaalde processen-verbaal.

- b. De contactgegevens van de referentiemagistraten en van de referentiepersonen binnen de gemeenten **worden onder de verschillende partners uitgewisseld**. De briefwisseling en/of de telefoongesprekken en/of de e-mailberichten betreffende de administratieve sancties worden aan hen gericht.
- c. De partijen verbinden zich ertoe elke wijziging van de contactgegevens van voornoemde personen onverwijld te melden.

### Artikel 2. - Behandeling van de gemengde inbreuken

**Preambule: Conform de omzendbrief van het College van Procureurs-generaal (Col01/2006 herzien per 30/01/2014), heeft deze overeenkomst uitsluitend betrekking op meerderjarigen wetende dat het origineel van het proces-verbaal jegens een minderjarige steeds naar de afdeling "Jeugd en Gezin" van het Parket van zijn woonplaats, die van zijn voogd of die van de persoon die de hoede over hem heeft, wordt verstuurd en exclusief door het Parket wordt behandeld.**

#### ***1. Opties betreffende de behandeling van de gemengde inbreuken***

De procureur des Konings verbindt zich ertoe voor de hierna opgesomde gemengde inbreuken geen vervolging in te stellen, en de betrokken gemeenten verbinden zich ertoe de correct vastgestelde inbreuken af te handelen:

**Preventiecode 52 ART. SWB 448** Beledigingen

**Preventiecode 50 ART. SWB 526, 534bis, 534ter, 537, 545, 559, 1°, 563, 2°**  
Beschadigingen, behalve aan een voertuig

**Preventiecode 12 ART. SWB 461 en 463** Winkeldiefstal voor een bedrag lager dan 250 euro, tenzij gepleegd door een persoon die onwettig in het land verblijft (preventiecode 55)

**Preventiecode 92 ART. SWB 561,1°** Nachtlawaai

**Preventiecode 92 ART. SWB 563,3°** Feitelikheden en lichte gewelddaden

**Preventiecode 98 ART. SWB 563 bis°** Onherkenbaar gezicht in openbare ruimten

De procureur des Konings verbindt zich ertoe een gevolg te geven aan de hiernavolgende gemengde inbreuken (volgens de modaliteiten van zijn vervolgsbeleid). Er wordt geen kopie van het proces-verbaal overgemaakt aan de sanctionerende ambtenaar:

**Preventiecode 43 ART. SWB 398** Opzettelijke slagen en verwondingen

**Preventiecode 92 ART. SWB 521** Beschadiging van een voertuig

**Preventiecode 50 ART. SWB 534ter** Beschadigingen aan een voertuig

**Preventiecodes 12 en 18 ART. SWB 461 en 463** Gewone diefstal, winkeldiefstal voor een bedrag hoger dan 250 euro, winkeldiefstal voor een bedrag lager dan 250 euro gepleegd door een persoon die onwettig in het land verblijft (preventiecode 55)

## **II. Bijzondere modaliteiten**

1. Indien de in dit protocol bedoelde feiten verband houden met andere feiten of verschijnselen (intrafamiliaal geweld) die niet in aanmerking komen voor de administratieve sancties of die tot een vrijheidsberoving hebben geleid, is de toepassing van de procedure van de administratieve sancties uitgesloten. Hetzelfde geldt met betrekking tot de hoedanigheid van de verdachte wanneer hij gekend staat als lid van een stadsbende.
2. Indien de sanctionerend ambtenaar bij het toepassen van de procedure die tot doel heeft een gemeentelijke administratieve sanctie op te leggen, vaststelt dat de verdachte zich kennelijk aan nog andere misdrijven schuldig heeft gemaakt, meldt hij die feiten bij toepassing van artikel 29 van het Wetboek van Strafvordering aan de referentiemagistraat GAS.
3. Rekening houdend met de aard van de gemelde feiten beslist de referentiemagistraat GAS of hij zich ertoe verbindt gevolg te geven aan het geheel van de feiten, met inbegrip van het (de) feit(en) waarvoor de administratieve procedure werd ingesteld. Binnen een termijn van twee maanden vanaf de melding van de feiten, brengt hij de sanctionerend ambtenaar daarvan op de hoogte, die de administratieve procedure vervolgens afsluit. Zonder beslissing van de Procureur

des Konings, kan de sanctionerend ambtenaar geen administratieve boete meer opleggen.

4. Wanneer er sprake is van vaststellingen met betrekking tot een onbekende verdachte, wordt er geen kopie van het proces-verbaal verzonden naar de sanctionerend ambtenaar. Wordt de aanvankelijk onbekende verdachte naderhand geïdentificeerd, dan kan de procureur des Konings beslissen om geen vervolging in te stellen en de zaak door te geven aan de bevoegde sanctionerend ambtenaar.

### **Artikel 3**

Onderhavige overeenkomst wordt gesloten onder de ontbindende voorwaarde van opschorting en/of vernietiging door de toezichthoudende overheid onder wie de stad van de beraadslaging van de Gemeenteraad, die onderhavige overeenkomst goedkeurt, ressorteert.

### **Artikel 4**

De verschillende partijen zullen minstens één maal per jaar bijeenkomen om de situatie te evalueren en te peilen naar de verschillende procedures die werden toegepast.

Opgemaakt te Sint-Jans-Molenbeek op 29 september 2014 in evenveel exemplaren als er partijen zijn.

**Voor de Gemeente Sint-Jans-Molenbeek**

De Burgemeester,

Françoise SCHEPMANS

De wnd. Gemeentesecretaris,

Carine VAN CAMPENHOUT

**Voor Het Parket van de Procureur des  
Konings van Brussel**

De Procureur des Konings,

Jean-Marc MEILLEUR

